

Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sept-Îles

Code géographique : 97007

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Serge Gagné, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Sept-Îles pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-13.
(Date)

[Originale signée]

Signature

Serge Gagné

Date

2017-06-12

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Sept-Îles et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sept-Îles et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sept-Îles inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2, S23-3 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que les données prévisionnelles pour l'exercice 2017 présentées à la section III sont non auditées.

Deloitte S.É.N.C.R.L. /s.r.l.

(1)

(1) CPA Auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A105898

DATE 2017-06-12

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés		
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1	49 205 477	51 406 412	50 710 390				50 710 390
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 646 219	3 778 101	4 073 962				4 073 962
Quotes-parts	3							
Transferts	4	2 139 752	2 329 533	2 739 835		4 121 371		3 710 290
Services rendus	5	2 944 355	2 742 838	3 881 155		1 808 784		5 420 640
Imposition de droits	6	1 000 553	1 188 500	2 862 053				2 862 053
Amendes et pénalités	7	541 867	535 000	458 588				458 588
Revenus de placements de portefeuille	8							
Autres revenus d'intérêts	9	977 248	513 700	886 146		24 743		910 889
Autres revenus	10	490 906	871 035	488 897		41 903		530 800
Effet net des opérations de restructuration	11							
	12	59 946 377	63 365 119	66 101 026		5 996 801		68 677 612
Investissement								
Taxes	13							
Quotes-parts	14							
Transferts	15	131 693	2 700 000	194 923				194 923
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	16	112 041		1 167 034				1 167 034
Autres	17			364 948				364 948
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18							
	19	243 734	2 700 000	1 726 905				1 726 905
	20	60 190 111	66 065 119	67 827 931		5 996 801		70 404 517
Charges								
Administration générale	21	7 410 626	7 483 505	7 820 628	292 065			8 112 693
Sécurité publique	22	7 947 881	8 081 716	7 741 894	336 273	404 610		8 147 113
Transport	23	7 769 511	8 081 415	8 058 505	4 261 738	993 203		13 068 946
Hygiène du milieu	24	13 452 521	13 492 180	14 590 027	3 289 382	450 456		17 836 584
Santé et bien-être	25	335 723	318 650	1 578 757				1 578 757
Aménagement, urbanisme et développement	26	3 240 591	3 352 376	4 207 709	119 109	1 989 610		4 435 808
Loisirs et culture	27	10 089 320	10 801 695	10 674 543	1 890 176	1 834 614		13 933 183
Réseau d'électricité	28							
Frais de financement	29	3 127 823	3 128 154	3 109 723		30 026		3 139 749
Effet net des opérations de restructuration	30							
Amortissement des immobilisations	31	10 200 548	10 205 150	10 188 743	(10 188 743)			
	32	63 574 544	64 944 841	67 970 529		5 702 519		70 252 833
Excédent (déficit) de l'exercice	33	(3 384 433)	1 120 278	(142 598)		294 282		151 684

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(3 384 433)	1 120 278	(142 598)	294 282	151 684
Moins: revenus d'investissement	2	(243 734)	(2 700 000)	(1 726 905)	()	(1 726 905)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(3 628 167)	(1 579 722)	(1 869 503)	294 282	(1 575 221)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	10 200 548	10 205 150	10 188 743	72 572	10 261 315
Produit de cession	5	48 830		24 570		24 570
(Gain) perte sur cession	6	23 401		(17 863)		(17 863)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	10 272 779	10 205 150	10 195 450	72 572	10 268 022
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	19 518		326 079		326 079
Réduction de valeur / Reclassement	10			639 204		639 204
	11	19 518		965 283		965 283
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Remboursement ou produit de cession	12	138 500				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	26 303		67 213		67 213
	15	164 803		67 213		67 213
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	141 745		1 133 312		1 133 312
Remboursement de la dette à long terme	17	(6 050 769)	(7 007 493)	(7 007 492)	()	(7 007 492)
	18	(5 909 024)	(7 007 493)	(5 874 180)		(5 874 180)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 274 020)	(1 024 935)	(1 216 412)	(32 859)	(1 249 271)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			400 000		400 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 680 543	750 000	2 250 500		2 250 500
Réserves financières et fonds réservés	22	(917 815)	(1 273 000)	(1 068 865)		(1 068 865)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	866 079	(70 000)	(533 535)		(533 535)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	354 787	(1 617 935)	(168 312)	(32 859)	(201 171)
	26	4 902 863	1 579 722	5 185 454	39 713	5 225 167
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 274 696		3 315 951	333 995	3 649 946

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	243 734	2 700 000	1 726 905			1 726 905
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(129 040)	(400 000)	(219 045)	()	()	(219 045)
Sécurité publique	3	(199 390)	(90 000)	(310 475)	(470)	()	(310 945)
Transport	4	(1 880 104)	(5 227 190)	(5 079 943)	()	()	(5 079 943)
Hygiène du milieu	5	(1 164 978)	(9 030 810)	(3 099 954)	()	()	(3 099 954)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(85 302)	(30 000)	(1 224 134)	(9 361)	()	(1 233 495)
Loisirs et culture	8	(10 504 424)	(2 017 000)	(1 840 361)	(23 028)	()	(1 863 389)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(13 963 238)	(16 795 000)	(11 773 912)	(32 859)	()	(11 806 771)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	(972 244)	()	(326 961)	()	()	(326 961)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats							
Émission ou acquisition	12	(113 709)	(119 600)	(113 709)	()	()	(113 709)
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	17 843 484		9 658 000			9 658 000
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	1 274 020	1 024 935	1 216 412	32 859		1 249 271
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	231 416		211 368			211 368
Excédent de fonctionnement affecté	16	981 352		754 848			754 848
Réserves financières et fonds réservés	17	1 267 478		1 188 220			1 188 220
	18	3 754 266	1 024 935	3 370 848	32 859		3 403 707
	19	6 548 559	(15 889 665)	814 266			814 266
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	6 792 293	(13 189 665)	2 541 171			2 541 171

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalizations 2015	Budget 2016	Réalizations 2016	Total consolidé ¹	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(3 384 433)	1 120 278	(142 598)	294 282	151 684
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(13 963 238)	(16 795 000)	(11 773 912)	(32 859)	(11 806 771)
Produit de cession	3	48 830		24 570		24 570
Amortissement	4	10 200 548	10 205 150	10 188 743	72 572	10 261 315
(Gain) perte sur cession	5	23 401		(17 863)		(17 863)
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(3 690 459)	(6 589 850)	(1 578 462)	39 713	(1 538 749)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(952 726)		638 323		638 323
Variation des stocks de fournitures	9	(71 723)		91 682	2 546	94 228
Variation des autres actifs non financiers	10	10 870		(158 214)	(3 765)	(161 979)
	11	(1 013 579)		571 791	(1 219)	570 572
	12	(8 088 471)	(5 469 572)	(1 149 269)	332 776	(816 493)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(8 088 471)	(5 469 572)	(1 149 269)	332 776	(816 493)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
Solde déjà établi	15	(69 325 539)		(77 414 010)	2 001 276	(75 412 734)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16					
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17					
Solde redressé	18	(69 325 539)		(77 414 010)	2 001 276	(75 412 734)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(77 414 010)		(78 563 279)	2 334 052	(76 229 227)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2015	Administration municipale	Administration municipale	2016	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS							
Encaisse	1	17 349 543	10 481 240	2 544 428	13 025 668		
Débiteurs (note 5)	2	11 031 537	18 695 665	683 339	18 870 016		
Prêts (note 6)	3	197 847	197 847		197 847		
Placements de portefeuille (note 7)	4	551 113	597 609	297 066	894 675		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5						
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6						
Autres actifs financiers (note 9)	7						
	8	29 130 040	29 972 361	3 524 833	32 988 206		
PASSIFS							
Découvert bancaire	9						
Emprunts temporaires (note 10)	10	4 064 000	2 120 000		2 120 000		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	14 454 126	14 055 373	776 522	14 322 907		
Revenus reportés (note 12)	12	1 696 908	2 251 958	414 259	2 666 217		
Dettes à long terme (note 13)	13	83 685 916	87 331 009		87 331 009		
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 643 100	2 777 300		2 777 300		
	15	106 544 050	108 535 640	1 190 781	109 217 433		
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(77 414 010)	(78 563 279)	2 334 052	(76 229 227)		
ACTIFS NON FINANCIERS							
Immobilisations (note 15)	17	213 246 299	214 824 760	239 270	215 064 030		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	2 680 900	2 042 577		2 042 577		
Stocks de fournitures	19	1 924 694	1 833 012	12 468	1 845 480		
Autres actifs non financiers (note 17)	20	66 292	224 506	50 134	274 640		
	21	217 918 185	218 924 855	301 872	219 226 727		
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	5 814 571	7 584 893	1 731 663	9 316 556		
Excédent de fonctionnement affecté	23	5 784 849	3 588 762	367 925	3 956 687		
Réserves financières et fonds réservés	24	1 119 148	1 124 793	297 066	1 421 859		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(1 524 630)	(1 124 407)		(1 124 407)		
Financement des investissements en cours	26	(3 585 934)	(1 044 763)		(1 044 763)		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	132 896 171	130 232 298	239 270	130 471 568		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28						
	29	140 504 175	140 361 576	2 635 924	142 997 500		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Réalisations 2016</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(3 384 433)	(142 598)	294 282	151 684
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	10 200 548	10 188 743	72 572	10 261 315
Autres					
- Gain / perte sur cession d'im-	3	23 401	(17 863)		(17 863)
- mobilisations	4				
	5	6 839 516	10 028 282	366 854	10 395 136
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(3 120 596)	(7 664 128)	378 566	(7 285 562)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	3 578 793	(398 753)	(207 910)	(606 663)
Revenus reportés	9	97 353	555 050	(40 639)	514 411
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	751 800	134 200		134 200
Propriétés destinées à la revente	11	(952 726)	638 323		638 323
Stocks de fournitures	12	(71 723)	91 682	2 546	94 228
Autres actifs non financiers	13	10 870	(158 214)	(3 765)	(161 979)
	14	7 133 287	3 226 442	495 652	3 722 094
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	13 963 238 ) (	11 773 912 ) (	32 859 ) (	11 806 771)
Produit de cession	16	48 830	24 570		24 570
	17	(13 914 408)	(11 749 342)	(32 859)	(11 782 201)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18 (	113 709 ) (	113 709 ) (	)	(113 709)
Remboursement ou cession	19	164 803	67 213		67 213
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 (	)	)	(49 276 ) (	(49 276)
Cession	21				
	22	51 094	(46 496)	(49 276)	(95 772)
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	23	18 057 000	10 658 000		10 658 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	6 060 592 ) (	7 017 740 ) (	)	(7 017 740)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(4 728 000)	(1 944 000)		(1 944 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	16 060	4 833		4 833
Autres					
-	27				
-	28				
	29	7 284 468	1 701 093		1 701 093
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	31	16 795 101	17 349 542	2 130 911	19 480 453
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		1		1
Solde redressé	33	16 795 101	17 349 543	2 130 911	19 480 454
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	34	17 349 542	10 481 240	2 544 428	13 025 668

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	16 589 880	17 417 810	17 164 308	2 132 847	19 297 155
Charges sociales	2	4 730 160	5 000 900	4 629 019	264 145	4 893 164
Biens et services	3	23 688 961	24 306 767	25 505 980	3 046 539	28 283 220
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	2 285 132	2 469 320	2 431 881		2 431 881
D'autres organismes municipaux	5	3 609	3 942	3 290		3 290
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	187 954	217 592	209 465		209 465
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	651 128	437 300	465 087	30 026	495 113
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	709 530	686 800	648 700		648 700
Transferts	10					
Autres	11					
Autres organismes						
Transferts	12					
Autres	13	4 381 681	4 199 260	5 709 040	156 390	2 714 514
Amortissement des immobilisations	14	10 200 548	10 205 150	10 188 743	72 572	10 261 315
Autres						
- Mauvaises créances - franchise	15	68 751		42 267		42 267
- HSF - relocal./trav. correctif	16	57 692		7 465		7 465
- Prop. vendues/Réduc. valeur	17	19 518		965 284		965 284
	18	63 574 544	64 944 841	67 970 529	5 702 519	70 252 833

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations	
		2016	2015
Revenus			
Taxes	1	50 710 390	49 205 477
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 073 962	2 646 219
Quotes-parts	3		
Transferts	4	3 905 213	3 167 061
Services rendus	5	5 420 640	4 720 423
Imposition de droits	6	2 862 053	1 000 553
Amendes et pénalités	7	458 588	541 867
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	910 889	1 001 594
Autres revenus	10	2 062 782	668 248
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	70 404 517	62 951 442
Charges			
Administration générale	14	8 112 693	7 720 172
Sécurité publique	15	8 147 113	8 457 434
Transport	16	13 068 946	12 852 181
Hygiène du milieu	17	17 836 584	16 669 950
Santé et bien-être	18	1 578 757	335 723
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 435 808	3 354 076
Loisirs et culture	20	13 933 183	13 440 694
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	3 139 749	3 161 320
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	70 252 833	65 991 550
Excédent (déficit) de l'exercice	25	151 684	(3 040 108)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	142 845 816	145 885 924
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27		
Solde redressé	28	142 845 816	145 885 924
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	142 997 500	142 845 816

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations	
		2016	2015
Excédent (déficit) de l'exercice	1	151 684	(3 040 108)
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(11 806 771)	(14 079 511)
Produit de cession	3	24 570	48 830
Amortissement	4	10 261 315	10 294 668
(Gain) perte sur cession	5	(17 863)	23 401
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(1 538 749)	(3 712 612)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	638 323	(952 726)
Variation des stocks de fournitures	9	94 228	(73 482)
Variation des autres actifs non financiers	10	(161 979)	23 142
	11	570 572	(1 003 066)
	12	(816 493)	(7 755 786)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(816 493)	(7 755 786)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(75 412 734)	(67 656 948)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(75 412 734)	(67 656 948)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(76 229 227)	(75 412 734)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	13 025 668	19 480 454
Débiteurs (note 5)	2	18 870 016	11 584 454
Prêts (note 6)	3	197 847	197 847
Placements de portefeuille (note 7)	4	894 675	798 903
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>32 988 206</u>	<u>32 061 658</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 120 000	4 064 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	14 322 907	14 929 570
Revenus reportés (note 12)	12	2 666 217	2 151 806
Dette à long terme (note 13)	13	87 331 009	83 685 916
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 777 300	2 643 100
	15	<u>109 217 433</u>	<u>107 474 392</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	<u>(76 229 227)</u>	<u>(75 412 734)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	215 064 030	213 525 281
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	2 042 577	2 680 900
Stocks de fournitures	19	1 845 480	1 939 708
Autres actifs non financiers (note 17)	20	274 640	112 661
	21	<u>219 226 727</u>	<u>218 258 550</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	<u>142 997 500</u>	<u>142 845 816</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	151 684	(3 040 108)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	10 261 315	10 294 668
Autres			
- Gain / perte sur cession d'im-	3	(17 863)	23 401
- mobilisation	4		
	5	10 395 136	7 277 961
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(7 285 562)	(3 242 388)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(606 663)	3 709 614
Revenus reportés	9	514 411	59 111
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	134 200	751 800
Propriétés destinées à la revente	11	638 323	(952 726)
Stocks de fournitures	12	94 228	(73 482)
Autres actifs non financiers	13	(161 979)	23 142
	14	3 722 094	7 553 032
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(11 806 771)	(14 079 511)
Produit de cession	16	24 570	48 830
	17	(11 782 201)	(14 030 681)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	(113 709)	(113 709)
Remboursement ou cession	19	67 213	164 803
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(49 276)	()
Cession	21		(3 945)
	22	(95 772)	47 149
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	10 658 000	18 057 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(7 017 740)	(6 060 592)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 944 000)	(4 728 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	4 833	16 060
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 701 093	7 284 468
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(6 454 786)	853 968
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	19 480 453	18 626 485
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32	1	
Solde redressé	33	19 480 454	18 626 485
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	13 025 668	19 480 453

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sept-Îles est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c.C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés de la Ville de Sept-Îles présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses propres à la ville. Ils incluent également les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses consolidés, ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

- La Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.;
- La Corporation Touristique de Sept-Îles inc.;
- Développement Économique Sept-Îles inc.;
- La Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc.;
- La Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc.;
- La Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc.;
- Le Vieux-Quai en fête de Sept-Îles inc.;
- Le Jardin communautaire Ruisseau Bois-Joli.

Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière selon les barèmes du ministère des Transports. En 2016, la Ville a versé une contribution de 237 000 \$ incluant une contribution de 137 000 \$ en référence avec le service d'un transport collectif - Taxibus.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. En 2012, elle a obtenu son statut d'organisme de charité. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer les opérations de transport sur son territoire. Depuis janvier 2011, elle offre un service de transport par autobus «Interbus» reliant les villes

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

de Sept-Îles et de Port-Cartier.

Au 31 décembre 2016, les états financiers de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	923 396 \$
* Passifs	84 680 \$
* Actifs nets	838 716 \$
* Revenus	1 044 642 \$
* Dépenses	986 596 \$
* Surplus 2016	58 046 \$

Corporation Touristique de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2016, la Ville a versé une contribution de 887 705 \$, incluant une contribution de 212 430 \$ en référence avec la gestion des activités au Lac des Rapides. Une contribution spéciale de 255 880 \$ a également été versée en lien avec le dossier de « divulgation volontaire ».

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir le développement de l'activité touristique dans la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2016, les états financiers de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	600 587 \$
* Passifs	427 153 \$
* Actifs nets	173 434 \$
* Revenus	1 265 554 \$
* Dépenses	1 264 905 \$
* Surplus 2016	649 \$

Développement Économique Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de Développement Économique Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2016, la Ville a versé une contribution de 873 000 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour voir à l'expansion industrielle, commerciale et économique de la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2016, les états financiers de Développement Économique Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	1 470 270 \$
* Passifs	58 623 \$
* Actifs nets	1 411 647 \$
* Revenus	1 119 769 \$
* Dépenses	752 872 \$
* Surplus 2016	366 897 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2016, la Ville a versé une contribution de fonctionnement de 390 000 \$ de même qu'un montant de 50 000 \$ pour la gestion des matières résiduelles. Une contribution spéciale de 64 000 \$ a également été comptabilisée en lien avec le dossier de « divulgation volontaire ».

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour sensibiliser et éduquer la population à l'importance du développement durable, à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources.

Au 31 décembre 2016, les états financiers de la Corporation de Protection de l'Environnement de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	264 863 \$
* Passifs	133 213 \$
* Actifs nets	131 650 \$
* Revenus	483 911 \$
* Dépenses	451 067 \$
* Surplus 2016	32 844 \$

Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. En 2016, la Ville a versé des honoraires de gestion de 198 500 \$ en conformité avec la convention de gestion. Elle a également perçu des loyers pour un montant total de 68 950 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir les activités de la Salle de spectacle.

Au 30 juin 2016, les états financiers de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	560 875 \$
* Passifs	457 594 \$
* Actifs nets	103 281 \$
* Revenus	1 192 995 \$
* Dépenses	1 256 737 \$
* Déficit 2016	(63 742 \$)

Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc. et subventionne cette dernière. En 2016, la Ville a versé une contribution de fonctionnement de 181 000 \$. Elle a également augmenté sa contribution annuelle d'un montant de 104 555 \$, soit l'équivalent des revenus de licences, de captures des animaux et d'euthanasies. Une contribution spéciale de 77 400 \$ a également été versée en lien avec le dossier de « divulgation volontaire ».

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour le ramassage, la garde et la disposition des animaux errants.

Au 31 décembre 2016, les états financiers de la Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	173 934 \$
* Passifs	113 184 \$
* Actifs nets	60 750 \$
* Revenus	411 582 \$
* Dépenses	407 086 \$
* Surplus 2016	4 496 \$

Municipalité Régionale de Comté de Sept-Rivières (M.R.C.)

En plus de l'administration de la M.R.C., la Ville de Sept-Îles, conjointement avec les autres villes membres, doit assumer la planification et le suivi de l'aménagement du territoire, et doit soutenir financièrement le développement économique. De plus, en 2016, la Ville versait une quote-part pour les équipements supralocaux, soit la Station récréotouristique de Gallix, de même qu'une quote-part pour le projet d'Écopatrouille visant la sensibilisation de la population à la gestion des matières résiduelles. La participation de la Ville pour l'exercice 2016 totalise 648 700 \$, soit :

* Administration	230 664 \$
* Développement économique	138 369 \$
* Archives	18 687 \$
* Équipements supralocaux	238 380 \$
* Projet Écopatrouille	22 600 \$

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

- Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt du rôle de perception, revenus faisant l'objet d'ajustement lors de l'envoi de facturation complémentaire résultant d'une modification au rôle d'évaluation;
- Les revenus de paiements tenant lieu de taxes sont constatés lors de l'adoption des règlements annuels de taxation et ajustés lors de l'émission d'un « certificat de l'évaluateur et avis de modification du rôle d'évaluation foncière »;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

transfert par l'officier de la publicité des droits;

- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des constats d'infraction;

- Le produit de cession des immobilisations est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

- Les revenus de projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements temporaires ayant une échéance initiale de moins de trois mois, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Perte de valeur et prêts douteux

À la fin de chaque exercice, la Ville détermine s'il existe des indications d'une possible perte de valeur. Ainsi, la valeur comptable est ramenée à la valeur de réalisation estimative. La valeur de réalisation estimative est mesurée par l'actualisation des flux monétaires prévus aux taux d'intérêts réels inhérents aux prêts. Lorsque le montant et le moment de réalisation des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la valeur de réalisation estimative correspond à la juste valeur de tout élément donné en garantie.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Les montants perçus à l'égard du fonds régional à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Les montants perçus à l'égard du fonds de stationnement sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks de fournitures et de matériaux sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé pour les stocks diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations acquises par voie de donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Nature des immobilisations	Durée de vie utile
Infrastructures	15 et 40 ans
Aménagements des parcs publics	20 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	5 et 10 ans
Machinerie lourde	20 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans
Équipement informatique et logiciels	5 ans

Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les immobilisations en cours ni sur les projets terminés durant l'exercice.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors une transaction aux dépenses à taxer ou à pourvoir dans le futur aux fins de taxation, amortie au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme l'indemnité de retraite;
- la couverture des soins de santé, et;
- l'assurance vie offerte aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2014 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 5 ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant au titre de dépenses constatées à taxer ou à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

Appariement fiscal pour revenus de transfert :

- pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
- pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.

Frais d'assainissement pour les sites contaminés :

- pour le passif constaté au 1er janvier 2015 : sur la durée s'échelonnant jusqu'au moment prévu de la réalisation des travaux d'assainissement, incluant la période de décontamination, de chacun des sites contaminés.

Les recouvrements éventuels de coûts reliés à des transferts gouvernementaux et à de la facturation à des partenaires impliqués dans l'assainissement des sites, s'ils étaient confirmés et rencontraient les critères de comptabilisation, pourraient conduire à une réduction du passif dans le futur.

Solde des frais reportés relatif à la confection des rôles triennaux d'évaluation :

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir créées seront amorties sur la durée qui aurait été normalement applicable à notre charge de confection de rôle triennal d'évaluation, en tant qu'élément de frais reportés, avant le redressement.

I) Instruments financiers

S/0

J) Autres éléments**Estimations comptables**

La préparation des états financiers de la Ville de Sept-Îles, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement ou d'investissement.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'escompte et d'émission des dettes à long terme sont amortis sur la durée du refinancement.

3. Modification de méthodes comptables

S/0

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 124 793	1 119 148
Placements de portefeuille	2	297 066	222 035
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	9 536 788	6 543 053
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4	1 283	614
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	5 191 398	2 134 770
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	397 834	(269)
Organismes municipaux	7	1 148 960	449 334
Autres			
- Administration municipale	8	1 910 414	1 904 035
- Organismes contrôlés	9	683 339	552 917
	10	18 870 016	11 584 454
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11		
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13	63 335	73 582
	14	63 335	73 582
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	829 645	438 720
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16	197 847	197 847
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20	197 847	197 847
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	597 609	551 113
Autres placements	23	297 066	247 790
	24	894 675	798 903
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			
Placements à titre d'investissement :			

Fonds de garantie des franchises collectives avec l'UMQ de la Ville pour 597 609 \$ (551

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

2016

2015

113 \$ en 2015).

Autres placements - Organismes contrôlés :

Divers placements temporaires affectés à la réserve pour autobus de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. et totalisant 297 066 \$ (222 035 \$ en 2015) ainsi qu'un placement temporaire de la SPCA au montant de 25 755 \$ échu en octobre 2016.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26	1 693 000	1 707 100
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27	(4 470 300)	(4 350 200)
	28	<u>(2 777 300)</u>	<u>(2 643 100)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29	2 530 000	2 707 700
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	475 100	415 600
Régimes à cotisations déterminées	31		
Autres régimes (REER et autres)	32		
Régimes de retraite des élus municipaux	33	57 575	60 842
	34	<u>3 062 675</u>	<u>3 184 142</u>
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.			

Note

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35		
Autres	36		
	37		

Note**10. Emprunts temporaires**

Les différents emprunts temporaires portent intérêts au taux de base (TB) plus 0,50 % et se détaillent comme suit :

Règlement # 2016-340 :	120 000 \$
Règlement # 2016-343 :	<u>2 000 000 \$</u>
	<u>2 120 000 \$</u>

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	38	3 519 715	4 702 140
Salaires et avantages sociaux	39	2 804 659	3 782 335
Dépôts et retenues de garantie	40	2 514 460	2 188 247
Provision pour contestations d'évaluation	41	1 838 858	875 200
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42	1 566 854	1 295 041
Frais d'assainissement des sites contaminés	43	450 000	770 000
Autres			
- Intérêts courus - Dette L.T.	44	851 839	841 163
- Organismes contrôlés	45	776 522	475 444
-	46		
-	47		
-	48		
	49	<u>14 322 907</u>	<u>14 929 570</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	50	135 843	135 906
Transferts	51	5 231	54 509
Fonds parcs et terrains de jeux	52		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Administration municipale	56	2 110 884	1 506 493
- Organismes contrôlés	57	414 259	454 898
-	58		
-	59		
	60	2 666 217	2 151 806

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

					2016		2015	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	4,65	2017	2046	61	87 443 000	83 667 000	
Obligations et billets en monnaies étrangères					62			
Gains (pertes) de change reportés					63			
					64			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,33	4,95	2017	2023	65	50 830	186 570	
Organismes municipaux					66			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67			
Autres					68			
					69	87 493 830	83 853 570	
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(162 821)	(167 654)	
					71	87 331 009	83 685 916	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2017	72	80	7 415 000	88	97	33 638	105	7 448 638
2018	73	81	7 641 000	89	98	13 231	106	7 654 231
2019	74	82	7 169 000	90	99	2 885	107	7 171 885
2020	75	83	6 504 000	91	100	931	108	6 504 931
2021	76	84	6 253 000	92	101	45	109	6 253 045
2022 et +	77	85	52 461 000	93	102	100	110	52 461 100
	78	86	87 443 000	94	103	50 830	111	87 493 830
Intérêts et frais accessoires				95	()		112	()
	79	87	87 443 000	96	104	50 830	113	87 493 830

Note

	2016		2015	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	114	(67 282 689)	(68 818 758)	
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	(8 883 203)	(6 520 394)	
Autres	116	(63 335)	(73 582)	
	117	(76 229 227)	(75 412 734)	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	63 488 546	146	965 604	173		200	64 454 150
Eaux usées	119	62 029 905	147	947 275	174		201	62 977 180
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	134 719 685	148	4 589 817	175		202	139 309 502
Autres	121	50 062 601	149	2 051 542	176		203	52 114 143
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	48 490 973	151	16 764 695	178		205	65 255 668
Améliorations locatives	124	86 878	152		179		206	86 878
Véhicules	125	8 327 999	153	635 445	180	508 377	207	8 455 067
Ameublement et équipement de bureau	126	3 660 969	154	224 353	181	170 214	208	3 715 108
Machinerie, outillage et équipement divers	127	9 288 324	155	629 627	182	239 948	209	9 678 003
Terrains	128	2 901 446	156	38 363	183		210	2 939 809
Autres	129	1 141 706	157	32 859	184		211	1 174 565
	130	<u>384 199 032</u>	158	<u>26 879 580</u>	185	<u>918 539</u>	212	<u>410 160 073</u>
Immobilisations en cours	131	<u>18 219 874</u>	159	<u>(15 072 809)</u>	186		213	<u>3 147 065</u>
	132	<u>402 418 906</u>	160	<u>11 806 771</u>	187	<u>918 539</u>	214	<u>413 307 138</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	32 435 796	161	1 388 009	188		215	33 823 805
Eaux usées	134	27 459 609	162	1 410 431	189		216	28 870 040
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	72 405 038	163	3 484 596	190		217	75 889 634
Autres	136	21 407 890	164	1 677 079	191		218	23 084 969
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	23 775 198	166	1 098 808	193		220	24 874 006
Améliorations locatives	139	23 168	167	5 792	194		221	28 960
Véhicules	140	2 829 934	168	448 009	195	508 377	222	2 769 566
Ameublement et équipement de bureau	141	3 136 800	169	230 464	196	170 214	223	3 197 050
Machinerie, outillage et équipement divers	142	4 557 468	170	445 555	197	233 241	224	4 769 782
Autres	143	<u>862 724</u>	171	<u>72 572</u>	198		225	<u>935 296</u>
	144	<u>188 893 625</u>	172	<u>10 261 315</u>	199	<u>911 832</u>	226	<u>198 243 108</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>213 525 281</u>					227	<u>215 064 030</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230	<u>_____</u>					237	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238	1 043 629	1 369 708
Immeubles industriels municipaux	239	338 948	338 948
Autres	240	660 000	972 244
	241	2 042 577	2 680 900
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	2 042 577	2 680 900

Note

Autres:

Immeubles acquis en vertu du dossier d'affaîsement de sol (voir note 19.). En date du 31 décembre 2016, la valeur inscrite tient compte d'une dévaluation.

17. Autres actifs non financiers

Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	244	232 265	58 650
-	245		
-	246		
Autres			
- Taxes de secteur	247	(7 759)	7 642
- Organismes contrôlés	248	50 134	46 369
	249	274 640	112 661

Note**18. Obligations contractuelles**

1) La Ville de Sept-Îles s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Sept-Îles à combler 10 % du déficit de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

2) La Ville est également responsable financièrement du déficit d'opération de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. qui fut mandatée par la Ville pour assurer un service complet de transport adapté pour les personnes en perte d'autonomie ou ayant un handicap. Également, depuis juillet 2005, l'organisme assure un service de transport collectif sous la dénomination «Taxibus».

3) La Ville de Sept-Îles a signé une convention de prêt en date du 26 janvier 2017 avec le Vieux-Quai en Fête, convention dans laquelle ce dernier emprunte à la ville un montant de 100 000 \$ pour combler le déficit de l'édition 2015 de la fête familiale annuelle et ainsi régler les fournisseurs impayés et assurer la pérennité de l'évènement. Ce prêt sera remboursable en cinq (5) versements annuels égaux de 20 000 \$, débutant en février 2017.

4) La Ville de Sept-Îles a signé différents contrats qui viennent à échéance jusqu'en 2022. Les versements futurs s'élèvent à environ 25 711 277 \$ et comprennent les contrats suivants :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**a) Cueillette, transport et disposition des matières résiduelles et recyclables
(résidentiel et commercial)**

La Ville s'est engagée par contrat pour une durée de sept (7) ans, soit du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2022, pour la cueillette de ses matières résiduelles et recyclables sur son territoire. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 12 638 069 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2016 est de 10 912 263 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en décembre 2022 sont les suivants :

2017	1 751 693 \$
2018	1 777 968 \$
2019	1 804 638 \$
2020	1 831 708 \$
2021	1 859 184 \$
2022	1 887 072 \$

b) Services professionnels en évaluation foncière

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de soixante-douze (72) mois, soit du 1er novembre 2014 au 31 octobre 2020, pour les services d'évaluation foncière. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 4 572 257 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2016 est de 2 416 327 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en octobre 2020 totalisent :

2017	530 467 \$
2018	543 674 \$
2019	868 182 \$
2020	474 004 \$

c) Opération du lieu d'enfouissement sanitaire

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de trois (3) ans, soit du 11 janvier 2016 au 10 janvier 2019, pour l'entretien de son lieu d'enfouissement sanitaire incluant l'enfouissement, le broyage et le tri. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 3 870 059 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2016 est de 2 385 076 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en janvier 2019 sont les suivants :

2017	1 148 834 \$
2018	1 148 834 \$
2019	87 408 \$

d) Entretien du dépôt à neige

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de cinq (5) ans, soit du 1er novembre 2015 au 1er mai 2020, pour l'entretien du dépôt à neige. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 563 780 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2016 est de 383 257 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en mai 2020 sont les suivants :

2017	101 050 \$
2018	103 255 \$
2019	106 195 \$
2020	72 757 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

e) Entretien des chemins en hiver

La Ville s'est engagée, par contrats, relativement à l'entretien des chemins en hiver. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à 3 210 464 \$. Le solde des engagements au 31 décembre 2016 est de 1 413 509 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2020 sont les suivants :

2017	746 951 \$
2018	471 501 \$
2019	168 363 \$
2020	26 694 \$

f) Entretien des bâtiments municipaux

La Ville s'est engagée, par contrats, pour l'entretien ménager de ses différents bâtiments de même que pour l'entretien de ses systèmes de climatisation et de réfrigération. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à environ 3 334 359\$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2016 est de 2 401 804 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2021 sont les suivants :

2017	601 496 \$
2018	601 204 \$
2019	513 966 \$
2020	522 414 \$
2021	162 724 \$

g) Traitement des matières récupérées

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de cinq (5) ans, soit du 1er septembre 2016 au 31 août 2021 pour le traitement des matières récupérées. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 3 049 735 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2016 est de 2 602 836 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2021 sont les suivants :

2017	547 755 \$
2018	553 228 \$
2019	558 757 \$
2020	564 357 \$
2021	378 739 \$

h) Assurances collectives

La Ville s'est engagée, par contrat, pour une durée de deux (2) ans, soit pour la période du 1er juillet 2016 au 30 juin 2018, et ce, pour le régime d'assurance collective (soit l'assurance-vie, l'assurance-salaire de longue durée et l'assurance maladie). Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 1 534 704 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2016 est de 1 164 006 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2018 sont les suivants :

2017	767 352 \$
2018	396 654 \$

i) Autres contrats

La Ville s'est également engagée à verser des montants au-delà de l'exercice financier

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

2016, et ce, en relation avec divers contrats, tels l'entretien des stations de pompage d'égouts, le contrôle des insectes piqueurs, le transport des conteneurs des secteurs au LET, l'entretien des photocopieurs numériques, le soutien du logiciel de gestion du territoire, les lignes téléphoniques - Centrex et affaires, la téléphonie IP, les auditeurs externes, les actuaire et autres engagements. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à environ 3 174 788 \$. Le solde de ces engagements au 31 décembre 2016 est de 2 032 199 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2021 sont les suivants :

2017	931 807 \$
2018	579 602 \$
2019	358 199 \$
2020	114 541 \$
2021	48 050 \$

4) La Ville de Sept-Îles a signé, le 28 octobre 2004, une convention de fiducie pour la constitution d'un fonds de gestion post-fermeture de son lieu d'enfouissement sanitaire. En vertu de cette convention issue du décret no. 1173-2002, à partir du 2 octobre 2002, concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation pour l'agrandissement du site d'enfouissement, la Ville s'engageait à verser au patrimoine fiduciaire un minimum de 2,01 \$ pour chaque mètre cube de matières résiduelles enfouies au lieu d'enfouissement sanitaire.

La durée prévue révisée en 2013 de cette fiducie est de 22 ans, soit jusqu'en 2035 ou avant dans le cas où la capacité maximale de l'aire d'enfouissement sanitaire autorisée serait atteinte, soit 1 253 500 mètres cubes et la contribution de la Ville fut alors révisée à 3,81 \$, tel que confirmée le 28 novembre 2014 par le ministère, et ce, pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2018.

Durant cette période d'exploitation, la Ville de Sept-Îles devra avoir versé au patrimoine fiduciaire des contributions totalisant 5 423 656 \$ en date du 31 décembre 2035.

La contribution à verser au 31 décembre 2016, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016 s'élève à 243 459 \$ et l'avoir de la fiducie au 31 décembre 2016 s'élève à 1 566 855 \$.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

Maison des Organismes Communautaires de Sept-Îles (MOCSI) :

Le 27 janvier 2014, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles autorisait un contrat de cautionnement en relation avec l'augmentation d'une limite de marge de crédit passant ainsi de 30 000 \$ à 42 000 \$. En date du 31 décembre 2016, le crédit était inutilisé.

Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord (SPCA) :

Le 9 janvier 2012, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles acceptait de cautionner la SPCA pour un montant de 5 000 \$ relativement à l'émission d'une carte de crédit afin de faciliter les achats auprès de certains fournisseurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) :

À la demande du MDDELCC, la Ville contractait auprès de nos assureurs, un cautionnement en référence à la « Loi sur la qualité de l'environnement - Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles » pour un montant de 300 000 \$, renouvelé pour une période de trois ans, échéant le 19 juillet 2018.

Friperie et Centre de dépannage Sept-Îles inc. :

Le 18 février 2016, le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire autorisait la Ville de Sept-Îles à se porter caution des obligations de l'organisme auprès de la BMO-Banque de Montréal pour un emprunt de 450 000 \$ sur 15 ans selon les termes d'une convention de prêt datée du 20 janvier 2016, et ce, suivant la résolution du conseil municipal adoptée le 25 janvier 2016.

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Instabilité des terrains - Secteur du haut Sainte-Famille

La Ville de Sept-Îles est aux prises avec une problématique d'affaissement de sol de terrains résidentiels situés dans le secteur Sainte-Famille, touchant notamment les rues Roméo-Vachon, du Père-Conan, Joséphat-Méthot, Pierre-Migneault et Comeau.

De façon plus particulière, ces problèmes d'affaissement de sol ont entraîné des problèmes structureux à de nombreuses résidences construites sur des terrains vendus par la Ville. En raison desdits affaissements, la Ville a dû, dans un premier temps, verser des indemnités totalisant la somme de 288 000 \$ pour dépenses encourues par des acheteurs de terrains sur la rue Pierre-Migneault. Afin de circonscrire l'ampleur de la problématique, la Ville a dû engager des honoraires professionnels afin d'obtenir différentes expertises, notamment en géotechnique, arpentage ou autres, totalisant la somme de 683 000 \$ au 31 décembre 2016.

De plus, trente-deux (32) résidences ont dû être relocalisées sur des terrains substitués, aux frais de la Ville, pour une dépense totale estimée à 10 277 800 \$. Ces dépenses de relocalisation ont été financées par le biais d'un règlement d'emprunt de 5 170 000 \$ et par les fonds généraux pour un montant de 5 107 800 \$.

Par ailleurs, la Ville maintient une surveillance des effets possibles de ces mêmes affaissements de sol sur quelques soixante et dix (70) résidences additionnelles, par le biais notamment d'un monitoring d'arpentage. Suivant cette surveillance, la Ville devait procéder à l'acquisition de douze (12) unités d'habitation pour un montant d'environ 3 100 000 \$. En date du 31 décembre 2016, cinq (5) de ces résidences ont été acquises pour 1 300 000 \$ et comptabilisées dans les propriétés destinées à la revente. En date du 31 décembre 2016, le 1 800 000 \$ rattaché aux sept (7) résidences restantes, a fait l'objet d'affectations pour un total de 847 800 \$, et la balance, soit un montant d'environ 952 200 \$ a pour sa part été l'objet d'affectations en 2017, suivant des résolutions du conseil municipal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

En terminant, la Ville a intenté un recours en responsabilité civile concernant ces mêmes événements à l'encontre du Groupe Qualitas inc., lui réclamant une somme dépassant les 12 800 000 \$, afin de se faire indemniser pour les dommages causés à la Ville, notamment pour frais de relocalisation des résidences touchées, indemnités versées aux résidents touchés et perte d'infrastructures municipales, laquelle somme à parfaire lorsque la totalité des dommages subis par la Ville sera connue.

Régime de retraite - Refus d'enregistrement d'une modification par Retraite Québec

La Ville de Sept-Îles a mandaté une firme d'avocats afin de représenter les intérêts de la Ville dans le litige l'opposant à Retraite Québec relativement à l'enregistrement des modifications au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Sept-Îles contenues dans le Règlement n° 2007-101 (dossier n° 21032), et plus précisément, afin de porter en appel, devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ), la décision de Retraite Québec rendue le 3 mars 2015 et portant le n° D-21032-008.

Par cette décision, Retraite Québec refuse d'enregistrer et d'autoriser la modification au troisième paragraphe de l'article 8.02 a) contenu au Règlement n° 2007-101 de la Ville au motif qu'elle constitue une modification réductrice de droits.

La Ville considère que cette décision est mal fondée en faits et en droit. La modification au régime de retraite ne vise qu'à rendre explicite l'interprétation que les parties ont toujours donnée à ce régime et l'application qu'elles en ont toujours faite. Elle ne modifie aucunement les droits des participants.

En conséquence, la décision de Retraite Québec doit être annulée et la modification au troisième paragraphe de l'article 8.02 a) contenue au Règlement n° 2007-101 de la Ville de Sept-Îles doit être enregistrée et autorisée.

Le 28 octobre 2016, une évaluation actuarielle au 31 décembre 2015 a été produite par Morneau Shepell, laquelle a été transmise à Retraite Québec selon les exigences de cette autorité. L'évaluation présente les résultats en tenant compte de la modification apportée par le 3e paragraphe de l'article 8.02 du Règlement n°2007-101 (résultats « Sans la décision ») et en ne tenant pas compte de cette modification (résultats « Avec la décision »).

L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2015 a été effectuée avant la restructuration prévue par la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (<<Loi 15>>). Cette évaluation sert à des fins de provisionnement du régime jusqu'à ce que l'évaluation actuarielle après restructuration soit produite et déposée auprès des autorités.

Si la modification à la disposition relative à l'indexation des rentes après la retraite pour le service crédité avant le 30 mai 2008 était considérée comme une modification réductrice de droits, la situation financière du régime selon l'approche de continuité déterminée par l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2015, devrait être modifiée de la façon suivante :

·un montant de 3 182 900 \$ devrait être ajouté à l'actif résultant de cotisations non versées par la ville totalisant 5 048 000 \$ moins des prestations à payer à des participants totalisant 1 865 100 \$;

·la provision actuarielle devrait être augmentée de 11 090 200 \$;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

·le déficit actuariel devrait être augmenté de 7 607 900 \$.

Toutefois, il a été convenu que le versement rétroactif des ajustements aux cotisations requises de la Ville à la caisse de retraite, sur la base des résultats « Avec la décision » ne sera pas exigé par Retraite Québec tant qu'une décision finale ayant force de chose jugée n'aura pas été rendue sur la contestation de la décision devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ).

d) Autres

Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (connue sous le nom de « Loi 15 » et aussi connue sous le nom du « projet de loi 3 ») est entrée en vigueur le 5 décembre 2014.

Selon cette loi, des négociations entre les organismes municipaux et les représentants des participants devaient obligatoirement être entreprises, lesquelles ont résulté en une entente de restructuration du régime de retraite intervenue le 26 mars 2017.

À la suite de cette entente, le régime doit être modifié en date du 1er janvier 2014 afin d'y prévoir le partage à parts égales des coûts de même que le partage des déficits, la création d'un fonds de stabilisation, ainsi que certaines autres modifications.

Compte tenu de la signature récente de l'entente et du fait que d'autres étapes restent à être complétées, notamment la rédaction d'un amendement au Règlement du régime et son adoption par le conseil municipal, le présent rapport financier a été préparé selon les dispositions actuelles du régime sans tenir compte de l'entente de restructuration.

Taxes municipales - Débiteur important au 31 mai 2017

Les compagnies sous la structure corporative de Cliffs Mining, Bloom Lake et Wabush Ressources ainsi que leurs filiales, propriétaire d'immeubles d'une valeur importante inscrits au rôle d'évaluation, ont requis la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers (C-36) au début de l'année 2015.

Le 8 mars 2016, ces immeubles pour lesquels des taxes municipales d'un montant important étaient impayées à la Ville ont été vendus dans le cadre de la Loi sur les arrangements avec les créanciers (C-36).

Selon le jugement de la Cour ayant autorisé ces transactions, la Ville est créancière prioritaire des montants du produit des transactions.

Parallèlement aux processus de recouvrement de la Ville, les syndicats représentant les employés de certaines de ces compagnies ainsi qu'un regroupement de salariés non syndiqués, ont prétendu, dans le cadre du processus de liquidation, détenir une fiducie présumée relativement au déficit de terminaison de leur fonds de pension ainsi qu'aux cotisations qui n'ont pas été versées entre la date des ordonnances initiales et la fin du régime.

Une multitude de procédures sont enregistrées dans ce dossier tant devant la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal où le C-36 a été ouvert, et plus récemment

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

devant la Cour Suprême de la province de Terre-Neuve où le gouvernement terre-neuvien a requis de sa Cour d'appel une référence en regard de ce problème.

Compte tenu des priorités de la Ville ainsi que de l'analyse du dossier, la Ville n'a pris aucune réserve sur ces sommes à recouvrer.

Depuis la date d'acquisition des immeubles, les nouveaux propriétaires ont effectué le paiement des taxes municipales sur leur responsabilité, et ce, pour l'ensemble des immeubles visés.

En date du 31 mai 2017, l'accroissement des intérêts sur les soldes impayés totalisaient la somme de sept millions deux cent douze mille cent quarante-huit dollars (7 212 148 \$).

Contestations d'évaluation

Un important contribuable conteste l'évaluation foncière inscrite au rôle triennal 2016 sur l'ensemble de ses propriétés à Sept-Îles, lesquelles totalisent plus de cent soixante millions de dollars (160 000 000 \$).

Les principales prétentions des plaignants visent une désuétude économique reliée au marché du fer ainsi que la valeur à titre de comparable de la transaction par laquelle les propriétaires se sont portés acquéreurs dans un contexte de liquidation de ces mêmes immeubles.

Pour la Ville, cet argumentaire est non fondé. Toutefois, afin de conserver une approche prudente dans l'évaluation de ces dossiers, une provision pour contestation d'évaluation a été comptabilisée en date du 31 décembre 2016, et ce, afin de pallier à toute diminution éventuelle des valeurs inscrites au rôle d'évaluation foncière qui pourrait découler d'un règlement ou encore d'une décision du Tribunal administratif du Québec.

Pour le rôle d'évaluation foncière triennal 2013-2014-2015, l'une des propriétés mentionnée ci-dessus, fait l'objet d'une contestation d'évaluation. Ladite propriété est inscrite au rôle d'évaluation pour une valeur de 72 700 000 \$ et afin de conserver une approche prudente, une provision pour contestation d'évaluation a également été comptabilisée pour ce dossier, en date du 31 décembre 2016.

Des discussions sont actuellement en cours entre les évaluateurs de chacune des parties, concernant les valeurs définitives à être inscrites aux rôles d'évaluation triennaux relativement à ces dossiers. Selon les conseillers représentant la Ville de Sept-Îles, les provisions comptabilisées par la direction sont jugées raisonnables.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Arrondissement des soldes

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville, lors de la séance spéciale du 15 décembre 2016, est présentée dans les informations sectorielles.

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de réaffectations suivant des résolutions du conseil municipal au cours de l'exercice 2016 mais ne sont pas reflétées dans les colonnes «budget».

22. Instruments financiers

s/o

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2016		2015
Encaisse	250	13 025 668		19 480 454
Découvert bancaire	251	()	()	
<i>Ajouter</i>				
- Placements temporaires	252			247 790
-	253			
-	254			
-	255			
<i>Déduire</i>				
- Placements temporaires	256	()	()	247 790
- Arrondissement	257	()	()	1
-	258	()	()	
-	259	()	()	
-	260	()	()	
-	261	()	()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262	13 025 668		19 480 453

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

263

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

	2016	2015
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
Excédent (déficit) de l'exercice	273	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	()	()
	279		
	280		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286		
Supportant les engagements de prêts	287		
Supportant les garanties de prêts	288		
	289		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité

	2016	2015
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	290	
Revenus sur les prêts aux entreprises	291	
Autres revenus	292	
	293	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	294	
Variation de la provision pour moins-value	295	
	296	
Intérêts sur la dette à long terme	297	
Autres charges	298	
	299	
Excédent (déficit) de l'exercice	300	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	301	
Placements de portefeuille	302	
Débiteurs	303	
Prêts aux entreprises	304	
Provision pour moins-value	305	() ()
	306	
	307	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	308	
Revenus reportés	309	
Dette à long terme	310	
	311	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312	
Excédent (déficit) non affecté	313	
	314	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315	
Supportant les engagements de prêts	316	
	317	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 316 556	7 312 545
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 956 687	6 127 499
Réserves financières et fonds réservés	3	1 421 859	1 341 183
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 124 407 ) (	1 524 630)
Financement des investissements en cours	5	(1 044 763)	(3 585 934)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	130 471 568	133 175 153
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	████████████████████	████████████████████
	8	142 997 500	142 845 816
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	7 584 893	5 814 571
Organismes contrôlés ¹	10	1 731 663	1 497 974
	11	9 316 556	7 312 545
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Activités de fonctionnement	12	800 000	3 035 000
- Affaissement de sol - Haut S-F	13	847 814	474 775
- Engagements	14	189 463	80 202
- Infrastructures & Dév. domici.	15	95 177	161 874
- Anciennes Villes - GA & MO	16	47 120	74 320
- Réfection de l'hôtel de Ville	17	1 309 549	1 309 549
- Recouvrement cellules au LET	18	299 639	649 129
-	19		
-	20		
	21	3 588 762	5 784 849
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Corp. Touristique & Jardins BJ	22	27 205	22 650
- Développement Économique SI	23	250 000	250 000
- Corp. Protection Environnement	24	90 720	70 000
	25	367 925	342 650
	26	3 956 687	6 127 499
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	795 220	542 775
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	34		
Organismes contrôlés	35		
Montant non réservé			
Administration municipale	36		
Organismes contrôlés	37		
Fonds local d'investissement	38		
Fonds local de solidarité	39		
Autres			
-Immeuble locatif, PMVI	40	329 573	576 373
-Organismes contrôlés	41	297 066	222 035
	42	1 421 859	1 341 183
	43	1 421 859	1 341 183

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 () (
Régimes non capitalisés	45 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 () (
Autres	47 () (
Régimes non capitalisés	48 () (
	49 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 () (
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 (	250 000) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 (	492 417) (
Autres		537 907)
- Évaluation foncière	53 (	248 678) (
-	54 () (
	55 (	991 095) (
		1 524 630)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 () (
Intérêts sur la dette à long terme	57 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 () (
Utilisation du fonds de roulement	59 () (
Mesure relative aux frais reportés	60 () (
Autres		
-	61 () (
-	62 () (
	63 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	65 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 () (
Autres		
-	67 () (
-	68 () (
	69 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	(133 312)
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	(133 312)
	75 (	1 124 407) (
		1 524 630)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	76 1 487 227	1 661 215
Investissements à financer	77 (2 531 990 ) (	5 247 149)
	78 (1 044 763)	(3 585 934)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79 215 064 030	213 525 281
Propriétés destinées à la revente	80 2 042 577	2 680 900
Prêts	81 197 847	197 847
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82 597 609	551 113
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 217 902 063	216 955 141
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85 87 331 009	83 685 916
Frais reportés liés à la dette à long terme	86 162 821	167 654
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (63 335 ) (	73 582)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 () ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 () ()
	90 87 430 495	83 779 988
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	
	92 87 430 495	83 779 988
	93 130 471 568	133 175 153

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>0</u>	3 <u>0</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la ville de Sept-Îles, dont l'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 31 décembre 2015, est un régime de retraite contributif de type salaire final. La rente annuelle d'un participant est égale à 2 % de son salaire moyen sur 3 ans. Le Régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 1 707 100	2 380 200
Charge de l'exercice	5 (2 530 000)	(2 707 700)
Cotisations versées par l'employeur	6 2 515 900	2 034 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>1 693 000</u>	<u>1 707 100</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 87 298 800	81 321 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>90 213 800</u>)	(<u>87 053 500</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (2 915 000)	(5 732 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>4 608 000</u>	<u>7 439 100</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 1 693 000	1 707 100
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>1 693 000</u>	<u>1 707 100</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 87 298 800	81 321 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>90 213 800</u>)	(<u>87 053 500</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>2 915 000</u>)	(<u>5 732 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 501 400	2 319 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 <u>2 501 400</u>	<u>2 319 000</u>
Cotisations salariales des employés	22 (1 008 000)	(766 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u>69 100</u>)	(<u>63 000</u>)
	24 1 424 300	1 490 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 795 100	844 900
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>2 219 400</u>	<u>2 334 900</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 4 900 100	4 849 800
Rendement espéré des actifs	34 (4 589 500)	(4 477 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>310 600</u>	<u>372 800</u>
Charge de l'exercice	36 <u>2 530 000</u>	<u>2 707 700</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 7 989 000	4 990 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (4 589 500)	(4 477 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 3 399 500	513 900
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (1 363 500)	283 100
Prestations versées au cours de l'exercice	41 5 604 700	5 764 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 91 913 200	86 288 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,75 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,15 %	3,20 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 0,00 %	0,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 <u>1</u>	57 <u>2</u>	58 <u>0</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime excédentaire compense les limites fiscales du régime agréé. Les autres programmes d'avantages après la retraite sont l'assurance-maladie, l'assurance-vie et l'indemnité de retraite.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (4 350 200)	(4 271 500)
Charge de l'exercice	60 (475 100)	(415 600)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 355 000	336 900
Passif à la fin de l'exercice	62 (<u>4 470 300</u>)	(<u>4 350 200</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (4 302 900)	(4 443 300)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 (167 400)	93 100
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (<u>4 470 300</u>)	(<u>4 350 200</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66 355 100	304 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	
	68 355 100	304 500
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (4 300)	(20 100)
	70 350 800	284 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	
Autres	75	
-	76	
-	77	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 350 800	284 400
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 124 300	131 200
Charge de l'exercice	79 <u>475 100</u>	<u>415 600</u>
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 264 800	(266 600)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 2,25 %	2,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 3,15 %	3,20 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 0,00 %	0,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 6,50 %	7,25 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 4,50 %	4,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87 2025	2027
Autres hypothèses économiques	88	
-	89	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	8	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2016	2015
Cotisations des élus au RREM 97	13 848	14 840
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	46 667	50 010
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	10 908	10 832
100	57 575	60 842

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dettes à long terme	1	87 331 009
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 531 990
Activités de fonctionnement à financer	3	113 312
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
- Passif au titre des ASF	5	2 777 300
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	63 335
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	10 769 135
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	942 044
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	80 979 097
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	80 979 097
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	80 979 097
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	80 979 097
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2016	2016	2016	2015	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	36 370 140	35 867 207	35 867 207	36 092 974
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	6 905 270	6 859 887	6 859 887	5 848 132
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	1 598 650	1 588 013	1 588 013	1 637 042
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	44 874 060	44 315 107	44 315 107	43 578 148
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 586 893	2 832 759	2 832 759	2 348 401
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	3 664 680	3 279 299	3 279 299	2 993 747
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	172 000	189 613	189 613	186 378
Service de la dette	18	108 779	93 612	93 612	98 803
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	6 532 352	6 395 283	6 395 283	5 627 329
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	6 532 352	6 395 283	6 395 283	5 627 329
	26	51 406 412	50 710 390	50 710 390	49 205 477

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	895 320	1 214 040	193 564
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	15 732	16 008	14 627
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	173 198	173 198	173 198
	31	1 084 250	1 403 246	381 389
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	455 130	423 525	427 170
Cégeps et universités	33	292 100	294 825	288 944
Écoles primaires et secondaires	34	772 630	799 749	609 962
	35	1 519 860	1 518 099	1 326 076
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	2 604 110	2 921 345	1 707 465
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	1 110 840	1 091 386	879 445
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	63 151	61 231	59 309
Taxes d'affaires	43			
	44	1 173 991	1 152 617	938 754
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	3 778 101	4 073 962	2 646 219

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	75 679	92 207	75 679
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			37 088
Autres	56		(7 905)	69 850
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	117 906	122 122	112 126
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61		(275)	295 245
Transport scolaire	62			
Autres	63		307 986	317 672
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	31 285	31 285	31 285
Réseau de distribution de l'eau potable	68	55 168	193 898	42 808
Traitement des eaux usées	69	3 907	3 970	4 070
Réseaux d'égout	70	116 380	256 089	106 564
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	135 400	150 572	140 388
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		(53 281)	
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			6 854
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84	37 411	37 411	17 538
Autres	85			9 314
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	268 438	238 438	196 449
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	242 516	243 293	217 551
Autres	88	94 943	175 914	189 459
Réseau d'électricité	89			
	90	1 179 033	1 544 924	1 869 940

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2016	2016	2016	2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	1 239 000	41 989	10 798
Réseau de distribution de l'eau potable	107	400 000	29 741	
Traitement des eaux usées	108	391 000	105 709	120 895
Réseaux d'égout	109	450 000	17 484	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113	140 000		
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	80 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	2 700 000	194 923	131 693

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	1 150 000	1 187 648	1 187 648
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137	500	7 263	7 263
	138	1 150 500	1 194 911	1 194 911
TOTAL DES TRANSFERTS	139	5 029 533	2 934 758	3 905 213
				3 167 061

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	15 130	37 713	19 669
	143	15 130	37 713	19 669
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	164 450	326 865	328 327
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	164 450	326 865	328 327
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	13 102	13 119	12 950
Enlèvement de la neige	150	25 157	25 169	24 938
Autres	151	5 830	5 844	5 752
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	44 089	44 132	43 640
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	105 870	143 069	104 403
Réseau de distribution de l'eau potable	156	20 160	20 204	19 886
Traitement des eaux usées	157	77 700	224 131	76 628
Réseaux d'égout	158	38 960	39 031	38 416
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	1 024 900	1 287 780	976 164
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	1 267 590	1 714 215	1 215 497
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 491 259	2 122 925	1 607 133

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	97 100	182 829	85 540
Sécurité publique	183	352 000	388 429	518 779
Transport				
Réseau routier	184	236 380	390 133	287 536
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186		50 116	43 546
Transport scolaire	187			
Autres	188		142 704	157 466
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	75 000	200 633	75 496
Santé et bien-être	191			1 480
Aménagement, urbanisme et développement	192	12 500	26 005	293 901
Loisirs et culture	193	478 599	570 201	1 649 546
Réseau d'électricité	194			
	195	1 251 579	1 758 230	3 113 290
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	2 742 838	3 881 155	4 720 423
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	188 500	198 872	167 658
Droits de mutation immobilière	198	800 000	2 663 181	832 895
Droits sur les carrières et sablières	199	200 000		
Autres	200			
	201	1 188 500	2 862 053	1 000 553
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	535 000	458 588	541 867
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	513 700	886 146	1 001 594
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		17 863	(23 401)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	400 000		32 643
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208		1 167 034	112 041
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211		364 948	364 948
Autres	212	471 035	471 034	546 965
	213	871 035	2 020 879	668 248
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	956 450	972 484	8 176	980 660	980 660	963 796
Greffe et application de la loi	2	1 024 770	1 376 329	31 324	1 407 653	1 407 653	1 084 791
Gestion financière et administrative	3	3 525 205	3 516 472	238 395	3 754 867	3 754 867	3 664 756
Évaluation	4	707 800	854 812		854 812	854 812	762 719
Gestion du personnel	5	999 280	869 725	13 995	883 720	883 720	931 871
Autres							
-	6	270 000	230 806	175	230 981	230 981	312 239
-	7						
	8	7 483 505	7 820 628	292 065	8 112 693	8 112 693	7 720 172
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	4 954 670	4 944 217	46 762	4 990 979	4 990 979	4 866 505
Sécurité incendie	10	2 723 660	2 413 777	273 609	2 687 386	2 687 386	3 016 576
Sécurité civile	11	20 000	12 699		12 699	12 699	17 706
Autres	12	383 386	371 201	15 902	387 103	456 049	556 647
	13	8 081 716	7 741 894	336 273	8 078 167	8 147 113	8 457 434
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 605 709	2 385 732	3 704 946	6 090 678	6 090 678	6 441 372
Enlèvement de la neige	15	4 093 291	4 691 577	318 084	5 009 661	5 009 661	4 123 705
Éclairage des rues	16	578 970	358 822	129 723	488 545	488 545	628 719
Circulation et stationnement	17	565 445	384 396	82 456	466 852	466 852	557 900
Transport collectif							
Transport en commun	18	238 000	237 978	4 106	242 084	990 787	1 078 062
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			22 423	22 423	22 423	22 423
	22	8 081 415	8 058 505	4 261 738	12 320 243	13 068 946	12 852 181

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2016	Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 115 765	1 921 091	620 673	2 541 764	2 541 764	2 658 737
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 317 881	1 263 975	790 282	2 054 257	2 054 257	2 182 463
Traitement des eaux usées	25	501 594	2 403 886	418 329	2 822 215	2 822 215	955 509
Réseaux d'égout	26	1 453 185	1 704 325	1 044 938	2 749 263	2 749 263	2 439 774
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 193 040	1 061 879	13 440	1 075 319	1 075 319	980 293
Élimination	28	3 076 150	2 959 836	261 380	3 221 216	3 221 216	2 737 029
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 030 630	910 972	10 940	921 912	921 912	857 210
Tri et conditionnement	30	782 870	541 215	114	541 329	541 329	550 047
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	5 350	5 037		5 037	5 037	5 534
Autres	34	1 276 325	1 312 543	129 286	1 441 829	1 441 829	1 578 153
Plan de gestion	35	37 600	13 077		13 077	13 077	13 053
Autres	36	2 000	1 455		1 455	1 455	1 344
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	617 400	745 720		745 720	702 895	806 931
Autres	39	82 390	(254 984)		(254 984)	(254 984)	903 873
	40	13 492 180	14 590 027	3 289 382	17 879 409	17 836 584	16 669 950
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	125 000	1 393 454		1 393 454	1 393 454	154 664
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	193 650	185 303		185 303	185 303	181 059
	44	318 650	1 578 757		1 578 757	1 578 757	335 723
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 367 360	1 235 500	64 668	1 300 168	1 300 168	1 280 905
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	25 300		450	450	450	5 450
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	1 012 900	1 011 369	1 484	1 012 853	892 467	968 020
Tourisme	49	899 316	941 435	52 507	993 942	1 223 318	1 017 017
Autres	50	35 000	35 000		35 000	35 000	
Autres	51	12 500	984 405		984 405	984 405	82 684
	52	3 352 376	4 207 709	119 109	4 326 818	4 435 808	3 354 076

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 628 950	1 663 523	79 281	1 742 804	1 742 804	1 682 334
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 621 064	1 786 983	226 415	2 013 398	2 013 398	1 989 854
Piscines, plages et ports de plaisance	55	996 830	971 259	4 254	975 513	975 513	716 112
Parcs et terrains de jeux	56	2 848 080	2 445 829	1 048 291	3 494 120	3 525 052	3 528 192
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	223 630	232 514		232 514	232 514	231 827
Autres	59	463 850	502 874	22 551	525 425	525 425	516 245
	60	7 782 404	7 602 982	1 380 792	8 983 774	9 014 706	8 664 564
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 267 521	1 251 998	284 878	1 536 876	2 874 408	2 954 072
Bibliothèques	62	1 391 600	1 400 890	171 698	1 572 588	1 572 588	1 488 137
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	266 670	235 643	52 808	288 451	288 451	267 718
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	93 500	183 030		183 030	183 030	66 203
	66	3 019 291	3 071 561	509 384	3 580 945	4 918 477	4 776 130
	67	10 801 695	10 674 543	1 890 176	12 564 719	13 933 183	13 440 694
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 612 854	2 570 811		2 570 811	2 570 811	2 407 797
Autres frais	70	78 000	73 825		73 825	73 825	68 898
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	402 300	434 900		434 900	434 900	504 000
Autres	72	35 000	30 187		30 187	60 213	180 625
	73	3 128 154	3 109 723		3 109 723	3 139 749	3 161 320
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75		10 205 150	10 188 743	(10 188 743)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Sept-Îles. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Sept-Îles a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de Sept-Îles de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Defoitte S.E.N.C.R.L. /srl.

(1)

(1) CPA Auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A105898

DATE 2017-06-12

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

(1)

(1) CPA Auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A105898

DATE 2017-06-12

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>51 718 085</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	44 037
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	963 658
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>1 007 695</u>
Revenus de taxes	11	<u>50 710 390</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	50 710 390
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	963 658
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>51 674 048</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	641 649		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	20 419 549		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	189 613		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>21 250 811</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>30 423 237</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1 <u>2 983 661 900</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2 <u>2 984 012 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>2 983 836 950</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>30 423 237</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>2 983 836 950</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6 1 , 0 1 9 6 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u> </u>

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 409 955	588 678	629 004
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 425 000	154 632	37 030
Usines et bassins d'épuration	3	2 215 000	272 244	47 397
Conduites d'égout	4	1 785 855	828 148	195 394
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	1 845 000	775 146	125 758
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 071 040	3 901 027	699 660
Ponts, tunnels et viaducs	7	30 000		
Systèmes d'éclairage des rues	8	251 150	451 420	403 858
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	927 000	499 113	289 369
Autres infrastructures	11		1 196 859	60 590
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	150 000	359 262	221 363
Édifices communautaires et récréatifs	14	930 000	1 066 373	10 178 791
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	400 000	635 445	337 625
Ameublement et équipement de bureau	18	270 000	181 680	74 707
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 085 000	629 628	723 357
Terrains	20		32 996	5 367
Autres	21		201 261	50 241
	22	16 795 000	11 773 912	14 079 511

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		315 502	629 004
Usines de traitement de l'eau potable	24		134 165	37 030
Usines et bassins d'épuration	25		199 345	47 397
Conduites d'égout	26		243 580	195 394
Autres infrastructures	27		4 612 579	1 022 057
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		273 176	
Usines de traitement de l'eau potable	29		20 467	
Usines et bassins d'épuration	30		72 899	
Conduites d'égout	31		584 568	
Autres infrastructures	32		2 210 986	557 178
Autres immobilisations	33		3 106 645	11 591 451
	34		11 773 912	14 079 511

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	83 667 000	10 658 000	6 882 000	87 443 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	186 570		135 740	50 830
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	83 853 570	10 658 000	7 017 740	87 493 830
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	6 090 911		1 604 684	4 486 227
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	71 168 683	7 658 000	4 765 618	74 061 065
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	77 259 594	7 658 000	6 370 302	78 547 292
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	73 582		10 247	63 335
	19	73 582		10 247	63 335
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	73 582		10 247	63 335
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	6 520 394	3 000 000	637 191	8 883 203
Autres	23				
	24				
	25	6 593 976	3 000 000	647 438	8 946 538
	26	83 853 570	10 658 000	7 017 740	87 493 830
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	83 853 570	10 658 000	7 017 740	87 493 830

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale					
	Grefte et application de la loi	1			
	Évaluation	2			
	Autres	3	257 400	249 351	249 351
Sécurité publique					
	Police	4	1 500		
	Sécurité incendie	5			
	Sécurité civile	6			
	Autres	7			
Transport					
	Réseau routier	8			
	Transport collectif	9			50 923
	Autres	10			
Hygiène du milieu					
	Eau et égout	11			
	Matières résiduelles	12	23 700		
	Cours d'eau	13			
	Protection de l'environnement	14	27 400	22 600	22 600
	Autres	15			22 050
Santé et bien-être					
	Logement social	16			
	Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement					
	Aménagement, urbanisme et zonage	18			
	Rénovation urbaine	19			
	Promotion et développement économique	20	138 400	138 369	138 369
	Autres	21			137 967
Loisirs et culture					
	Activités récréatives	22	238 400	238 380	238 380
	Activités culturelles	23			237 750
Réseau d'électricité					
		24			
		25	686 800	648 700	648 700
					709 530

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	34,76	36,00	57 801,01	3 605 277	1 011 438	4 616 715
Professionnels	2	11,23	36,00	18 600,84	961 514	285 989	1 247 503
Cols blancs	3	112,04	35,00	177 648,10	5 409 994	1 420 475	6 830 469
Cols bleus	4	102,13	40,00	181 940,35	6 488 515	1 827 916	8 316 431
Policiers	5						
Pompiers	6	11,94	40,00	24 922,15	664 618	91 341	755 959
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	272,10		460 912,45	17 129 918	4 637 159	21 767 077
Élus	9	10,00			389 628	101 565	491 193
	10	282,10			17 519 546	4 738 724	22 258 270

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	(275)				(275)
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	31 285	41 989			73 274
Réseau de distribution de l'eau potable	13	55 168	29 741			84 909
Traitement des eaux usées	14	3 907	105 709			109 616
Réseaux d'égout	15	116 380	17 484			133 864
Autres	16	2 533 370				2 533 370
	17	2 739 835	194 923			2 934 758

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale																
Grefte et application de la loi	1	1 376 329	27		31 324	53		1 407 653	79		105	1 407 653	131			
Évaluation	2	854 812	28			54		854 812	80		106	854 812	132			
Autres	3	5 589 487	29		260 741	55		5 850 228	81	220 542	107	5 629 686	133		490 065	
	4	7 820 628	30		292 065	56		8 112 693	82	220 542	108	7 892 151	134		490 065	
Sécurité publique																
Police	5	4 944 217	31		46 762	57		4 990 979	83	316 634	109	4 674 345	135			
Sécurité incendie	6	2 413 777	32		273 609	58		2 687 386	84	398 661	110	2 288 725	136		71 929	
Sécurité civile	7	12 699	33			59		12 699	85		111	12 699	137			
Autres	8	371 201	34		15 902	60		387 103	86		112	387 103	138			
	9	7 741 894	35		336 273	61		8 078 167	87	715 295	113	7 362 872	139		71 929	
Transport																
Réseau routier																
Voirie municipale	10	2 385 732	36		3 704 946	62		6 090 678	88	181 210	114	5 909 468	140		913 452	
Enlèvement de la neige	11	4 691 577	37		318 084	63		5 009 661	89	181 863	115	4 827 798	141		32 381	
Autres	12	743 218	38		212 179	64		955 397	90	71 192	116	884 205	142		50 137	
Transport collectif	13	237 978	39		4 106	65		242 084	91		117	242 084	143			
Autres	14		40		22 423	66		22 423	92		118	22 423	144			
	15	8 058 505	41		4 261 738	67		12 320 243	93	434 265	119	11 885 978	145		995 970	
Hygiène du milieu																
Eau et égout																
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																
Réseau de distribution de l'eau potable	16	1 921 091	42		620 673	68		2 541 764	94	143 069	120	2 398 695	146		83 209	
Traitement des eaux usées	17	1 263 975	43		790 282	69		2 054 257	95	207 774	121	1 846 483	147		195 492	
Réseaux d'égout	18	2 403 886	44		418 329	70		2 822 215	96	224 131	122	2 598 084	148		7 882	
	19	1 704 325	45		1 044 938	71		2 749 263	97	39 031	123	2 710 232	149		190 532	
Matières résiduelles																
Déchets domestiques et assimilés	20	4 021 715	46		274 820	72		4 296 535	98	1 287 780	124	3 008 755	150		100 825	
Matières recyclables	21	2 769 767	47		140 340	73		2 910 107	99	13 062	125	2 897 045	151		82 782	
Autres	22	14 532	48			74		14 532	100		126	14 532	152			
Cours d'eau	23		49			75			101		127		153			
Protection de l'environnement	24	745 720	50			76		745 720	102		128	745 720	154			
Autres	25	(254 984)	51			77		(254 984)	103		129	(254 984)	155			
	26	14 590 027	52		3 289 382	78		17 879 409	104	1 914 847	130	15 964 562	156		660 722	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	1 393 454	172		187	1 393 454	202		217	1 393 454	232	8 151
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	185 303	174		189	185 303	204		219	185 303	234	
	160	1 578 757	175		190	1 578 757	205		220	1 578 757	235	8 151
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 235 500	176	64 668	191	1 300 168	206	26 005	221	1 274 163	236	5 257
Rénovation urbaine	162		177	450	192	450	207		222	450	237	3 340
Promotion et développement économique	163	1 987 804	178	53 991	193	2 041 795	208		223	2 041 795	238	100 236
Autres	164	984 405	179		194	984 405	209		224	984 405	239	192 067
	165	4 207 709	180	119 109	195	4 326 818	210	26 005	225	4 300 813	240	300 900
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	7 602 982	181	1 380 792	196	8 983 774	211	454 941	226	8 528 833	241	418 824
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 400 890	182	171 698	197	1 572 588	212	44 184	227	1 528 404	242	103 939
Autres	168	1 670 671	183	337 686	198	2 008 357	213	71 076	228	1 937 281	243	59 223
	169	10 674 543	184	1 890 176	199	12 564 719	214	570 201	229	11 994 518	244	581 986
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	54 672 063	186	10 188 743	201	64 860 806	216	3 881 155	231	60 979 651	246	3 109 723

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1	355 238	229 674
Charges sociales	2	109 705	68 560
Biens et services	3	11 128 662	13 351 520
Frais de financement	4	180 307	313 484
Autres	5		
	6	11 773 912	13 963 238

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Audet, Charlotte	18 786	9 394
Bellavance, Michel	18 368	9 184
Berthe, Guy	21 027	10 514
Chevalier, Élisabeth	18 368	9 184
Doiron-Catto, Louisette	18 368	9 184
Dubuc-Johnson, Lorraine	18 368	9 184
Lejeune, Guylaine	21 693	10 797
Masse, Jean	18 368	9 184
Miousse, Denis	18 368	9 184
Porlier, Réjean	86 545	15 967

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	5 814 571	7 229 991
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	5 814 571	7 229 991
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	3 315 951	1 274 696
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(400 000)	
Activités d'investissement	6	(211 368)	(231 416)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(809 261)	(2 337 955)
Réserves financières et fonds réservés	8	(125 000)	(120 745)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	1 770 322	(1 415 420)
Solde à la fin de l'exercice	12	7 584 893	5 814 571
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	5 784 849	6 108 789
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	5 784 849	6 108 789
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(2 250 500)	(1 680 543)
Activités d'investissement	17	(754 848)	(981 352)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	809 261	2 337 955
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(2 196 087)	(323 940)
Solde à la fin de l'exercice	22	3 588 762	5 784 849
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 119 148	1 348 066
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 119 148	1 348 066
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 068 865	917 815
Activités d'investissement	27	(1 188 220)	(1 267 478)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	125 000	120 745
Financement des investissements en cours	29		
	30	5 645	(228 918)
Solde à la fin de l'exercice	31	1 124 793	1 119 148

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(1 524 630)	(730 322)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(1 524 630)	(730 322)
Affectations			
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	()	(866 079)
Activités de fonctionnement - Diminution	36	533 535	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	(1 133 312)	(141 745)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	1 000 000	213 516
Solde à la fin de l'exercice	39	(1 124 407)	(1 524 630)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	40	(3 585 934)	(10 378 227)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41		
Solde redressé au début de l'exercice	42	(3 585 934)	(10 378 227)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	2 541 171	6 792 293
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44		
Excédent de fonctionnement affecté	45		
Réserves financières et fonds réservés	46		
	47	2 541 171	6 792 293
Solde à la fin de l'exercice	48	(1 044 763)	(3 585 934)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	49	132 896 171	140 310 311
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50		
Solde redressé au début de l'exercice	51	132 896 171	140 310 311
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Financement à long terme des activités d'investissement	54	(9 658 000)	(17 843 484)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55	7 007 492	6 050 769
Variation résiduelle de l'exercice	56	(13 365)	4 378 575
Solde à la fin de l'exercice	57	130 232 298	132 896 171

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>4 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2016-364</u> 2	125 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>4 125 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u><u>4 125 000</u></u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 5 | □ 3 | □ 0 | □ 9 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 5 | □ 4 | □ 3 | □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 6 | □ 5 | □ 0 | □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 8 | □ 5 | □ 0 | □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 2 | □ 3 | □ 1 | □ 1 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Égout	2	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Eau et égout	3	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Service de la dette - Ancien Sept-Îles	,0550	1	Taxe de secteur
Service de la dette - Ancien Gallix	,0000	1	Taxe de secteur
Service de la dette - Ancien Moisie	,0553	1	Taxe de secteur
Taxe de secteur - Égout de Gallix	50,0000	4	/unité d'éval. desservi
Taxe de secteur - Égout de Moisie	30,0000	4	/unité d'éval. desservi
Taxe de secteur - Travaux Plage Ferguson	245,0000	4	/unité d'éval. desservi
Taxe de secteur - Puit eau potable - MO	220,0000	4	/unité d'éval. desservi
Conteneur - 2 verges cubes	690,0000	7	/ Verge cube
Conteneur - 4 verges cubes	1 380,0000	7	/ Verge cube
Conteneur - 6 verges cubes	2 070,0000	7	/ Verge cube
Commercial sans conteneur	,0015	1	/ 100 \$ d'évaluation
Dépôt site d'enfouissement - Intérieur	86,9300	7	/tonne métrique déposée
Dépôt site d'enfouissement - Extérieur	126,9300	7	/tonne métrique déposée
Eau au compteur - 16 mm	74,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 19 mm	74,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 25 mm	137,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 38 mm	242,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 50 mm	347,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 75 mm	683,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 100 mm	1 029,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 150 mm	2 079,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 200 mm	4 158,0000	7	Compensation minimale
Commercial sans compteur d'eau	155,0000	7	/unité d'éval. desservi
Eau au compteur - Compens. additionnelle	,4600	7	/ 1 000 litres excéd.
Eau - Chambre ou pension	55,0000	7	/ Chambre ou pension
Déchets - Chambre ou pension	55,0000	7	/ Chambre ou pension
Déchets - Emplac. camping	15,0000	7	/ Emplacement

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation		5 - du 1 000 litres	
2 - du mètre carré		6 - % de la valeur locative	
3 - du mètre linéaire		7 - autres (préciser)	
4 - tarif fixe (compensation)			

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	12 309	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30	.....
Facteur comparatif de 2016	31	.....
Valeur uniformisée	32	_____	
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input checked="" type="checkbox"/>	34 <input type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	16 800 \$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	51 625 \$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	51 625 \$	
d) Description des dépenses d'investissement :			

Subvention de 21 000 \$ octroyée en 2015 avec 2 versements en 2016 et paiement final de 4 200 \$ en 2017 - Amélioration de la rue Leventoux

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution	39	1512-714
b) Date d'adoption de la résolution	40	2015-12-17

Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	37 399 815
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	6 743 822
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	1 252 513
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	45 396 150

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 592 029
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	3 634 172
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	178 000
Service de la dette	18	87 835
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	6 492 036
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	6 492 036
	26	51 888 186

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 719 970
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	15 732
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	173 198
	5	1 908 900

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	502 040
Cégeps et universités	7	315 040
Écoles primaires et secondaires	8	873 050
	9	1 690 130

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	3 599 030

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 284 140
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	61 081
Taxes d'affaires	17	
	18	1 345 221

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	4 944 251

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 899 535 273	X 5 0,5621	/100\$ 6 10 677 288				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 173 680 631	X 8 0,5745	/100\$ 9 997 795				
Immeubles non résidentiels	10 476 144 746	X 11 2,7236	/100\$ 12 12 968 278				
Immeubles industriels	13 444 293 750	X 14 2,9276	/100\$ 15 13 007 144				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 37 650 505	26 (30 514)	27 (767 968)	28 547 792	29 37 399 815
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 2 993 654 400	X 31 0,2263	/100\$ 32 6 774 641				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54 6 774 641	55 (12 020)	56 (64 718)	57 45 919	58 6 743 822

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2	/100\$ 3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5	/100\$ 6								
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8	/100\$ 9								
Immeubles non résidentiels 10	X	11	/100\$ 12								
Immeubles industriels 13	X	14	/100\$ 15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16	X	17	/100\$ 18								
Autres 19	X	20	/100\$ 21								
Immeubles agricoles 22	X	23	/100\$ 24								
Total			25					26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31	/100\$ 32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34	/100\$ 35								
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37	/100\$ 38								
Immeubles non résidentiels 39	X	40	/100\$ 41								
Immeubles industriels 42	X	43	/100\$ 44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45	X	46	/100\$ 47								
Autres 48	X	49	/100\$ 50								
Immeubles agricoles 51	X	52	/100\$ 53								
Total			54					55 (.....) 56 (.....) 57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>										
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 | 5 | 5	,	0 | 0	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	1 | 5 | 5	,	0 | 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Service de la dette - Ancien Sept-Îles	0,0449	1	Taxe de secteur
Service de la dette - Ancien Gallix	0,0000	1	Taxe de secteur
Service de la dette - Ancien Moisie	0,0040	1	Taxe de secteur
Taxe de secteur - Égout de Gallix	0,0000	4	/unité d'éval. desservi
Taxe de secteur - Égout de Moisie	50,0000	4	/unité d'éval. desservi
Taxe de secteur - Travaux Plage Ferguson	187,0000	4	/unité d'éval. desservi
Taxe de secteur - Puit eau potable - MO	220,0000	4	/unité d'éval. desservi
Conteneur - 2 verges cubes	690,0000	7	/ Verge cube
Conteneur - 4 verges cubes	1 380,0000	7	/ Verge cube
Conteneur - 6 verges cubes	2 070,0000	7	/ Verge cube
Commercial sans conteneur	0,0015	1	/ 100 \$ d'évaluation
Dépôt site d'enfouissement - Intérieur	87,2400	7	/tonne métrique déposée
Dépôt site d'enfouissement - Extérieur	127,2400	7	/tonne métrique déposée
Eau au compteur - 16 mm	74,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 19 mm	74,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 25 mm	137,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 38 mm	242,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 50 mm	347,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 75 mm	683,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 100 mm	1 029,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 150 mm	2 079,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 200 mm	4 158,0000	7	Compensation minimale
Commercial sans compteur d'eau	155,0000	7	/unité d'éval. desservi
Eau au compteur - Compens. additionnelle	0,4600	7	/ 1 000 litres excéd.
Eau - Chambre ou pension	55,0000	7	/ Chambre ou pension
Déchets - Chambre ou pension	55,0000	7	/ Chambre ou pension
Déchets - Emplac. camping	15,0000	7	/ Emplacement

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>52 778 489</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	..... 44 919
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	..... 845 384
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	.....
	10	<u>890 303</u>
Revenus de taxes	11	<u>51 888 186</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	51 888 186
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	845 384
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
Total partiel	4	52 733 570
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	602 354
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	20 801 638
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	178 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10
		21 581 992
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	11	31 151 578

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel

1 31 151 578

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale

2 2 993 654 400

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		1
--	--	---

 ,

0	4	0	6
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	14 177 061	13 653 036			1 348 301	
De secteur	2	213 270	194 369			75 598	
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	1 815 661	556 550			1 023 000	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	16 205 992	14 403 955			2 446 899	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>Résidentielles</u>	<u>Résiduelle Agriculture Résidences</u>	<u>Autres</u>	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	14 965 239			44 143 637
De secteur	10	769 276			1 252 513
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	87 835			87 835
Autres	13	2 830 990			6 226 201
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	18 653 340			51 710 186

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	13 406 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	65 386 950 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	7 437 487 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	2 576 439 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	400 000 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 546, avenue De Quen
(no) (rue)
Sept-Îles G4R 2R4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 964-3215 2014
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 964-3257
(ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.nobert@ville.sept-iles.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Serge Gagné, OMA

Téléphone (418) 964-3215 2018
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 964-3257
(ind. rég.) (numéro)

Courriel serge.gagne@ville.sept-iles.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./ s.r.l.

Titre Comptables Professionnels Agréés

Adresse 421, avenue Arnaud, bureau # 200
(no) (rue)
Sept-Îles G4R 3B3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 962-2513
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 968-6422
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jfbonneau@deloitte.ca

Responsable du dossier Jean-François Bonneau, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Manon Nobert, CPA, CA, OMA , atteste que le rapport financier consolidé de Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-06-12 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Sept-Îles .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sept-Îles consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sept-Îles détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 151 684 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,0196 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-06-13 15:34:28

Date de transmission au Ministère : 2017/06/23